l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Lois scélérates

Par Jean Quercy

OI Bonnet, projet
Barre-Stoléru, le
pouvoir redouble
dans ses attaques
contre les travailleurs
immigrés. Le renouvellement
de leurs papiers dépendra du
bon vouloir des préfets et de
la « situation de l'emploi ».

Sous prétexte de « trouble de l'ordre public », les ouvriers immigrés risqueront à tout moment la détention dans de véritables camps d'internement maintenant légalisés puis l'expulsion.

Mais les immigrés sontils les seuls visés? Il suffit de dresser la liste déjà longue des atteintes aux droits démocratiques depuis quelques mois pour constater qu'il n'en est rien: droit de grève à la télévision, droit d'affichage, interdictions professionnelles, lourdes condamnations contre des manifestants, en particulier, ceux du 23 mars et du 1 er Mai.

Il s'agit bien d'une attaque en règle contre les droits de tous les travailleurs, français comme immigrés. Elle fait pendant à l'offensive du gouvernement Gisent-Barre contre la classe ouvrière, à la politique de restructuration, de chômage, de licenciement du pouvoir.

Comme la classe ouvrière se défend, il s'agit donc pour les capitalistes de la diviser, de la museler.

C'est pour cela qu'ils s'en prennent tout particulièrement aux travailleurs immigrés. La bourgeoisie cherche à affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière en lui ôtant tous ses droits, en suscitant le racisme comme exutoire à la colère des travailleurs français.

Comment se battre s'il y a division, si on met aux travailleurs immigrés le couteau sous la gorge pour les empêcher de lutter ?

Les ouvriers immigrés ne sont pas une catégorie à part. Ils font partie intégrante de la classe ouvrière. Ce sont nos frères de classe.

La classe ouvrière tout entière doit se mobiliser pour les soutenir, pour exiger l'égalité des droits, pour ne pas tolérer que passent ces lois soélifates. C'est aissi qu'elle constituera son unité et sera en mesure de riposter efficacement à l'offensive du pouvoir contre l'emploi.

Participons massivement à toutes les initiatives manifestations, débrayages, etc. contre les lois scélérates, pour la défense des droits démocratiques.

Contre les lois scélérates, pour les droits démocratiques :

MANIFESTATIONS

De la République à Barbès, mercredi 16 h 30, à Paris, à l'appel de la CGT, du SNES, de l'UNEF, de l'UNCAL.

Samedi 23 juin à 14 h de Barbès à Belleville à l'appel de l'URP-CFDT.

LOIS BARRE-BONNET-STOLERU

Tous unis contre les lois anti-immigrés

Travailleurs françaisimmigrés: une seule classe ouvrière!



A Montpellier, des travailleurs immigrés font la queue, certains depuis une heure du matin pour renouveler leur carte de séjour. Dix seulement seront reçus, les autres devront revenir le lendemain.

Voir page 3

Avec les grévistes de l'arsenal de Brest

Brest, envoyé spécial

Les arsenaux ont connu mardi une nouvelle journée d'action. Nous voici au 11e jour de grève. Après les violences policières qui ont marqué à Brest les deux dernières semaines, après les scandaleuses condamnations de jeudi dernier, la combativité ne faiblit pas d'un pouce. Malgré les querelles de directions syndicales qui sont mal

vues à la base (c'est le moins qu'on puisse dire).

OI, je ne les plains pas, les gars de l'arsenal. Bien payés, la sécurité de l'emploi ; de quoi se plaindre. Quand je compare aux ouvriers du bâtiment ou aux chômeurs, ils n'ont vraiment pas de quoi revendiquer », déclare une mère de famille du quartier de Keredern à Brest.

Une grève qui n'est pas très po-pulaire : c'est un peu vrai. Mais beaucoup ici, cependant, comprennent bien l'enjeu de cette lutte. Ce que les travailleurs des arsenaux défendent depuis un 0.1 ment payés. En 1951, la signature par le ministre Quevilie des décrets alignant les salaires des arsenaux sur ceux de la métallurgie parisienne faisaient suite à l'une des plus grandes luttes ouvrières des années 1950. Un ouvrier du bâtiment de Brest, Edouard Mazé, les paya même de son sang. Ces décrets ont tenu le coup vingt-six ans, jusqu'à leur suspension en principe pro-visoire au 1er juillet 1977. Avec Barre, le provisoire dure long-temps! Après deux ans de suspension, ca prend tout l'air d'une suspension pure et simple!

Cette abrogation, il ne faut absolument pas qu'elle passe! Pour les ouvriers de l'arsenal, c'est évident. Mais ça doit l'être aussi pour les autres travailleurs! Si ça craquait ici, dans ce bastion ouvrier très fortement syndicalisé (plus de 90 %), ce serait un point de plus pour Barre dans l'offensive sans précédent qu'il mène contre tous les acquis de la classe ouvrière! Derrière le rétablissement des décrets, c'est ça l'enjeu!

RESPECTEZ NOS DÉCRETS

Cet enjeu, les travailleurs des arsenaux ne sont pas près de le lâcher. La lutte, c'est Brest, mais c'est aussi Lorient, Cherbourg, Indret (près de Nantes), Toulon, Clermont, etc Alors que l'an passé la grève avait surtout été le fait de cinq ou six établissements « locomotives », elle s'est aujour-d'hui beaucoup élargie : soixante établissements se sont mis en mouvement. Avec des pourcentages dépassant souvent les 70 % de grévistes.

C'est à Brest que le mouve-ment pourtant semble le plus ferme. Les assemblées générales et les manifestations de ces derniers jours ont rassemblé jusqu'à 4 000 personnes. On y percoit en particulier un novau solide, combatif, composé principalement de jeunes qui ne sont pas prêts à s'en laisser conter. D'autant plus que le pouvoir envoie ses gardes mobiles et que le ministre Bourges joue d'arrogance en refusant toute négociation. L'audience qu'il a accordée mardi aux syndicats n'est en effet qu'un recul bien timide. Il disent eux-mêmes « qu'on a du mal à saisir les prémisses d'une ouverture d'une véritable négociation ».

(Suite page 4)

MEETING-DEBAT de solidarité avec le Kampuchea

Organisé par le Comité des Patriotes du Kampuchea démocratique en France

JEUDI 21 JUIN 1979 à 20h30 à la MUTUALITE

24, rue Saint-Victor - Paris 5e Mêtro : Maubert-Mutualité

L'offensive des sandinistes progresse

Le Front contrôle Leon, la deuxième ville du pays; à Managua, la capitale, la situation reste confuse

tout le Nicaragua qui est touché par l'offensive lancée par les sandinistes. Ils contrôlent entièrement Léon, la deuxième ville du pays, après avoir mis hors d'état de nuire la forte garnison de la Garde nationale qui y était instal-

Grâce à cette victoire, les sandinistes contrôlent maintenant la route qui mêne à Chichigalpa, Chinandega Chichigalpa, (deux villes qui sont ellesmêmes contrôlées par les guerilleros) et aboutit à Corinto, le principal port du pays sur l'océan Pacifique. Matagalpa, une autre ville importante du nord du pays, demeure aux mains des sandinistes.

VIOLENTS COMBATS DANS LE SUD ET A MANAGUA

Dans le sud, le Front sandiniste a remporté également d'importants succès contre la Garde nationale en s'emparant de Sapoa, située près de la frontière costaricaine alors que la Carde nationale y avait concentré beaucoup de ses

L'objectif pour les combattants du Front sandiniste est maintenant de prendre la ville de Rivas, point stratégique capital avant de s'emparer définitivement de la capitale, Managua.

Dans la capitale la situation demeure confuse. Somoza, qui a lancé son aviation dans la bataille, bombardé toute la ville, a réussi à gagner du terrain. Cependant les combattants sandinistes qui luttent aujour-d'hui à Managua auraient

EST maintenant reçu l'ordre de tenir au moins 48 heures jusqu'à ce qu'arrivent des renforts.

Donc, hormis la capitale les sandinistes semblent avoir marqué des points très importants ces derniers sur l'ensemble du pays. Leur objectif demeure toujours la prise de la capitale mais également des centres où sont concentrés les plus importants commandos de la Garde nationale, les réserves d'armes et de nourriture. En effet, le ravitaillement en vivres des combattants mais aussi de la population, qui vit dans les zones que contrôlent les sandinistes, est un problème crucial

Mais pour lancer de telles attaques, les sandinistes manquent de matériel militaire lourd bien qu'ils soient beaucoup mieux armés que lors de l'offensive qu'ils ont lancée en septembre dernier et qui s'était soldée par un véritable massacre de la population.

DES DIZAINES DE MILLIERS DE BLESSES

En face des guerilleros, une Garde nationale suré quipée qui bénéficie du soutien, tant en matériel militaire qu'en soldats, de la part du Guatemala et du Salvador et qui reçoit également une aide importante (non officielle) en provenance des USA.

-2-

La Garde nationale au cours de cette nouvelle bataille lancée par les forces sandinistes respecte bien sa réputation de cruauté. Les blessés se comptent par dizaines de milliers. Rien qu'à Managua, ils sont plus de 50 000 civils, victimes surtout des bombardements, à croupir entassés dans les centres improvisés de la Croix Rouge qui, malgré une bonne volonté évidente, ne peuvent plus faire face à une situation catastrophique.

Evelyne LE GUEN



Erythrée: Les forces populaires reprennent l'offensive

APRES un communiqué diffusé lundi par le bu-Paris reau de du Front ponulaire de libération de l'Erythrée, les forces populaires de libération intensifient actuellement leurs opérations militaires afin d'affaiblir les troupes d'occupation éthiopiennes.

Après le recul temporaiqu'elles ont subi du fait de l'engagement massif, au début de l'année, des troupes soviétiques au côté du régime éthiopien, les forces populaires se préparent maintenant à repasser à l'of-

Au début du mois de iuin. l'armée éthiopienne a tenté d'ouvrir à nouveau la route qui conduit de Keren, la deuxième ville du pays, à Afabet. Elles ont dû y renoncer et se sont vues contraintes de regagner les villes.

Le 13 juin, les forces populaires ont même pu reprendre le contrôle d'un poste militaire sur la route entre Asmara, la capitale et Dekamere, à 15 kilomètres au Sud. Cent cinquante soldats éthiopiens ont été tués dans l'opération, un char de fabrication soviétiet un important stock de matériel militaire ont été récupérés par les forces po-

Surtitre

Dans un article paru le 19 juin, l'Humanité fait, sous le surtitre « Malaisie », un réquisitoire contre le gouvernement malais, présenté comme le grand responsable de la tragédie qui se déroule sous nos yeux parce qu'il a décidé de ne plus accueillir de réfugiés du Sud-Est asiatique.

On peut pourtant se demander qui, entre ce-lui qui refuse de recevoir des centaines de milliers de réfugiés et celui qui les a créés, est le véritable responsable de ce Peut-étre génocide. aurait-il fallu alors mettre un autre surtitre « Vietnam ».

Après la signature des accords SALT II à Vienne

Carter en difficulté devant le Congrès

Aussitôt après la signature des accords Salt II sur la (non) limitation des armements stratégiques, Carter s'envolait pour Washington. Il lui faut maintenant faire admettre cet accord au Sénat américain. Cela ne sera assurément pas le plus facile car Brejnev n'a fait aucune concession à Carter. Dans un discours, Brejnev a sévèrement mis en garde les sénateurs américains : « Si l'accord n'est pas ratifié tel que, a-t-il dit, c'est tout l'avenir des relations entre les deux pays qui est remis en jeu ».

ENDANT les qua-tre journées de né-gociation, de ven-dredi à lundi après-midi, Carter et Brejnev n'ont pas parlé seule-ment des accords Salt II. Ils ont aussi beaucoup par-lé des futurs accords Salt III et de la situation internationale. La fermeté absolue des positions soviétiques apparait nettement. Alors que les Américains ont capitulé sur le missile Cruise et sur le bombardier soviétique, Backfire, dont l'accord ne fait même pas mention, Brejnev a imposé un non catégorique à l'ensemble des demandes américaines.

Tout d'abord sur l'accord lui-même. Celui-ci est la copie conforme du projet soviétique. Il prive les Américains d'une de leurs pièces maitresses en Europe sans entamer en quoi que ce soit le potentiel soviétique. Cela explique à la fois les difficultés que Carter va rencontrer au Sénat américain et la sévère mise en garde de Brejnev : « Cet accord est le meilleur possible, toute modification reviendrait à son annulation et cons-tituerait un exercice péril-

La menace est à peine voilée et la partie ne sera pas facile pour Carter. En effet, les sénateurs américains ont déjà estimé que les accords Salt I avaient surtout eu pour effet de permettre à Moscou de rattraper Washington sur le plan nucléaire. D'où leur réticence pour Salt II.

LES ACCORDS SALT III

Le seul véritable point d'accord entre les deux supergrands concerne Salt III. Il s'agit pour eux de se mettre d'accord pour mettre la main sur les deux forces nucléaires qu'ils ne contrôlent directement ni l'un ni l'autre, la française et la britannique. Pour Moscou, cet accord équi-vaudrait à une moindre résistance européenne en cas d'agression des troupes so-viétiques en Europe occidentale ; pour les Améri-cains, il s'agit de reprendre directement le contrôle des forces nucléaires européen-

La difficulté pour les supergrands vient de l'attitude des gouvernements européens qui refusent - en particulier le gouvernement français - de voir intégrer leur potentiel de défense des accords sur lesquels ils n'auraient pas leur mot à dire car ils se négocieraient à un autre niveau. On ne peut d'ailleurs que s'étonner que le PCF, qui se dit tellement à cheval sur la question de l'indépendance nationale, n'ait pas encore protesté vigoureusement contre ce projet d'accord qui reviendrait à soumettre aux deux superpuissances un élément important de l'armée fran-

LES INTERVENTIONS SOVIETIQUES DANS LE MONDE

Autre dossier sur lequel Carter a reçu de Brejnev une fin de non-recevoir : celui des interventions militaires soviétiques à l'étranger. En affirmant contre toute vérité que l'URSS n'entretenait pas troupes en Ethiopie, qu'elle n'avait rien à voir avec la présence des Cubains en Afrique et en faisant la sourde oreille à la demande réitérée de Carter de re trait des troupes vietnadu Cambodge, miennes Breiney a clairement montré qu'il n'entendait pas discuter de ces sujets.

LES AUTRES QUESTIONS DU DESARMEMENT

Même attitude soviétique en ce qui concerne les autres questions, d'ailleurs plus importantes, du désarmement dont les Salt ne parlent pas. C'est ainsi qu'aucun progrès n'a été enregistré sur les questions de stationnement des troupes conventionnelles en Europe, là où la disproportion est de un à trois en faveur des troupes sovié-tiques, ni sur la démili-tarisation de l'océan Indien ni sur le problème de l'utilisation à des fins militaires des satellites spatiaux.

Dans le monde entier, tant en Europe que dans les pays du tiers monde, ces accords et les embrassades entre Carter et Brejnev n'ont soulevé que des réactions aliant de l'indifférence totale au scepticisme le plus prononcé, en passant par l'ironie amère : « Quand deux fauves mesurent leurs dents, ce n'est jamais bon pour les animaux plus faibles ».

S. F.



Antonina Agapova a soixante-dix ans. Depuis des années elle demande l'autorisation, toujours refusée, de sortir d'URSS pour rejoindre son fils exilé en Suède.

Pour la troisième fois en quelques mois, elle a réussi dimanche à déjouer la surveillance des policiers qui la maintiennent en résidence surveillée à son domicile. Habillée en jeune femme, elle a réussi à aller jusqu'à la place rouge, à Moscou où elle sorti une pancarte

demandant à pouvoir re-voir son fils. Elle a aussitôt été ceinturée sans aucun ménagement par des policiers en civil qui l'ont à nouveau bouclée dans son appartement.

Pas de vague, Brejnev et Carter discutent à Vienne.

- Jendi 21 juin 1979 ROUGE

Confirmation de peine pour maître Danisz

TCHECOSLOVAQUIE

A Cour d'appel de Prague a confirmé la peine de trois ans avec sursis infligée à Maître Danisz, l'avocat des dissidents pour « outrage à la justice ». Maître Danisz a été radié du barreau pour trois ans, avec effet immédiat.

Rappelons que quatre avocats français, membres du PCF, s'étaient déclarés prêts à assurer la défense de Maitre Danisz. Mais les autorités tchécoslovaques leur avaient refusé le visa d'entrée.

LOISBARRE-BONNET-STOLERU

Tous unis contre les lois anti-immigrés!

Travailleurs français-immigrés: Une seule classe ouvrière!

Voici longtemps que le pouvoir s'acharne contre les travailleurs immigrés. Encore récemment il a trouvé l'idée du fameux million pour les forcer, les inciter à partir de France. Depuis quelques années, il les enfermait dans des camps et prisons illégales mais bien réelles, tel Arenc à Marseille, le Dépôt à Paris. Mais ça n'a pas suffit. Les immigrés refusent, luttent, sont soutenus aussi, même si la solidarité à leur égard est encore bien trop min-

C'est pourquoi le gouvernement veut imposer des lois scélérates qui lui permettraient d'expulser près de trois cent mille immigrés (Stoléru a lâché ce chiffre dans le passé). Fin mai, le Parlement a adopté la loi Bonnet qui légalise l'expulsion des travailleurs immigrés. Sous le moindre prétexte, ce sera l'accusation de « trouble de l'ordre public », avec comme conséquences la détention arbitraire légale, l'expulsion. Quant au projet Bonnet-Stoléru, sous prétexte de faire de certains immigrés des « résidents privilégiés », il entend tenir à sa merci la grande majorité des « résidents ordinaires ». Leurs papiers réduits à un titre unique de travail et de séjour pourront ne pas être renouvelés au bout de trois ans en fonction de la situation de l'emploi dans chaque département, c'est-à-dire, en fait, en fonction de la décision des préfets. Daniel MARAIN.

L'esclavage des temps modernes

ARQUES dans des foyers-prisons expatriés pour gagner leur pain, victimes du racisme et d'attentats suscités par une propagande insidieuse, voués aux travaux les plus durs et les plus mal payes, voilà le sort des

immigrés... nos frères de classe encore plus mai lotis que nous. Ce sort, ils le refusent. Dans les usines, ils luttent courageusement aux côtés des Français; dans les foyers ils font la grève des loyers; ils se sont organisés avec une direction à eux: le Comité de coordination. Le gouvernement cherche par tous les moyens à les mater. Il voudrait les avoir pieds et poings liés à sa merci. Il voudrait en faire des esclaves salariés. Mais les ouvriers immigrés résistent contre, vents et marées : ils sauront combattre ces nouvelles lois scélérates. Et tous ceux qui rejettent l'esclavage des temps modernes, les ouvriers qui en pâtissent à différents degrés, seront à leurs côtés. solidarité. Mais si les premières charettées de licenciements étaient destinées aux immigrés, les Français sont largement concernés par les suivantes ; ils en ont fait l'amère expérience. Et

question unité, le manque de solidarité à l'égard de leurs frères de classe immigrés n'a rien arrangé. Français, immigrés, il n'est pas trop tard, mais plus que temps d'y travailler.

Français comme immigrés, nous sommes tous concernés

ACILITER les démarches administratives s pour les immigrés : allons donc c'est là le moindre souci de Stoleru. Protéger les intérêts des Français ? Bien plutôt diviser pour régner ! C'est sur d'autres que ça tombe ? Pas si sûr. Songez-y. Dans une entreprise où il y aurait, un exemple, 20 % de travailleurs immigrés, 20 % d'intérimaires, 20 % d'ouvriers en sous-traitance.

quatre à cinq patrons différents et une douzaine de statuts, ce n'est déjà pas facile de s'unir pour construire un rapport de force préserver les acquis, défendre l'empioi. Qu'est-ce que ce sera si les travailleurs immigrês se voient menacés d'expulsion pour « trouble à l'ordre public » ou de non renouvellement des papiers. On le voit, c'est tous, Français comme immigrés qui sommes concernés.

Les immigrés seulement?

OI Bonnet, projet Barre-Stoléru, voilà les couperets que le pouvoir « libéral avancé » de Giscard entend faire tomber sur les immigrés. Les immigrés seulement ? Non, les immigrés d'abord ! La preuve ? La preuve par neuf si vous le voulez ! Prenons le cas de la sidérurgie : comment les licenciements se sont-ils passés ? Lorraine, par exemple, les sidérurgis-

tes immigrés sont particulièrement nombreux, près de 40 %.

C'est d'abord eux que le patronat a licenciés en priorité à Thionville. Il a laisse entendre qu'il s'arréterait là, tandis qu'une campagne raciste savamment entretenue sur le thème « un million d'immigrés en trop, un million d'emplois en moins », reprise à la radio, à la télé, visait à empecher toute

Exploitation: Chômage et racisme se donnent la main

Cellule Maurice Lacazette du PCML Alsthom St-Ouen - Extraits d'un tract.

A bourgeoisie lance périodiquement une campagne de propagande sur le thème « renvoyer les immigres pour résoudre le problème du chômage ». Et sous l'influence de cette propagande de division, des camarades de travail se laissent parfois pièger. Le renvoi des travailleurs immigrés réglerait-il le problème du chômage ? Certainement pas.

Deux millions de travailleurs immigrés et leur famille, cela fait quatre millions de personnes... qui mangent, boivent, s'habillent, se logent, se déplacent ... et qui ne consommeraient donc plus! La production diminuerait en proportion. De nombreux licenciements se produiraient.

Le départ des travailleurs immigrés entrainerait la désorganisation complète dans de nombreux secteurs productifs. Elle se répercuterait partout puisque les secteurs de production sont liés les uns aux autres.

(...) Dans l'attaque contre les travailleurs immigrés, l'intérêt du patronat n'est pas la désorganisation complête de la production, son but n'est pas de renvoyer tous les immigrés chez eux, mais :

 D'en garder le nombre dont il a besoin, en un mot, d'adapter l'immigration aux besoins de la production, aux besoins des profits capitalistes.

 De supprimer le maximum de droits aux ouvriers immigrés (soit un sur cinq) pour affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière.

Qui a agressé Bouzid, Maklouf et Habib; et pourquoi Omar est-il mort?

Allons-nous ouvrir dans nos colonnes une rubrique quotidienne « Agressions et crimes racistes »? La question peut être envisagée, vu la multitude et la fréquence des méfaits du racisme. Ce dernier week-end encore, des travailleurs algériens, marocain et tunisien ont été agressés à Nice et à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine.

AMEDI. 7 heures du soir. Les magasins vont tirer leurs rideaux, Omar Chenkouk a juste le temps de faire ses courses. Des qu'il franchit la porte de son domicile, cinq coups de revolver l'abattent. Omar. 42 ans, Marocain, laisse dans son pays une femme et huit enfants.

Près de mille kilomètres séparent les Hauts-de-Seine de Nice, dans les Alpes-Maritimes, mais la distance ne change rien au racisme. Samedi, à 10 heures du matin, trois amis sortent du foyer Sonacotra du Mont Boron. Une Simca 1100, de couleur jaune, fonce sur eux, en fauche deux. Bouzid Manaa souffre de nombreuses fractures, Maklouf Boudab est lui aussi blessé, quoique moins grièvement.

Quelques heures plus tard, dimanche à 18 heures, Habib Sannour est roué de coups par deux individus en plein centre-ville, près du foyer Sonacotra de Saint-André. Habib est très gravement blessé à l'œil

gauche.

Et depuis dimanche, combien de travailleurs immigrés, victimes « d'accidents », de vols, d'agressions

parce qu'ils sont immigrés ? On l'ignore parfaitement. Quand la vérité se fait sur des crimes racistes, elle est comparable aux bulles qui crèvent à la surface d'une soupe. Tout au fond de la marmite, ce ne sont plus quelques bulles mais des bouillonnements continus. Le racisme est pareil à cette ébullition et c'est bien le gouvernement avec sa politique raciste qui attise le foyer pour maintenir un feu continu sous ce breuvage empoisonné qu'est le racisme. Un seul exemple. La presse a narré la double agression de Nice mais elle n'a soufflé mot sur une agression de même type qui a eu lieu la semaine dernière à Nice. Voici ce que dit le directeur du foyer : « On n'en a pas parlé parce que les blessures du jeune Tunisien agressé étalent légères »

Il a parfaitement raison, ce directeur de foyer. On ne « parle » pas des petites agressions. « A la limite, elles ne sont que des aspects de la vie courante et il faut faire avec ».

En revanche, s'il est une chose dont on nous rebat les oreilles, c'est bien l'insécurité latente dans notre-

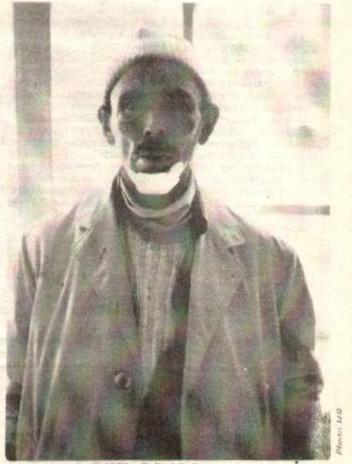
officiels, comme les conclusions du rapport annuel du service d'étude de la délinquance de la direction centrale de la police judiclaire, sont bien obligés de reconnaitre que la délinquance baisse: « La progression de la criminalité globale s'est raientie ». La criminalité moyenne n'a augmenté que de 0,68 % par rapport à 1977, la petite délinquance dont les chèques sans provision font partie - de 2,55 % par rapport à 1977. Par contre, la grande criminalité a augmenté de 9,21% par rapport à 1977. Quels sont les sièges de la criminalité ? Les plaques tournantes des gangsters internationaux, les centres stratégiques du milieu: Paris, les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, les Alpes-Maritimes.

pays. Or, même les organes

Ces données posent plusieurs questions. Les attentats contre les travailleurs immigrés, comme ceux du week-end dernier, sont-ils au moins répertoriés dans la grande criminalité? Quelles sont les balivernes gouvernementales sur la prétendue insécurité — où, habilement, est glissée l'idée que les étrangers seraient plus délinquants que les autres?

A quoi sert effectivement la mise en place de meutes de plus en plus nombreuses de CRS si d'une part la petite délinquance n'augmente pas et si d'autre part les flics ne recherchent ni les grands truands comme Mesrine ni les tueurs racistes ni encore moins les gens du milieu ?

A quoi, sinon à expulser d'un coup de croc les travailleurs immigrés et à briser toute lutte des travailleurs français et immigrés?



Avril 1979 : Belhabib Benyouness reçoit une balle dans le menton. Motif : il est arabe.



Avec les grévistes de l'arsenal de Brest

Suite de la page 1

Jeudi, deux ouvriers de l'arsenal de Brest ont été condamnés à trois mois de prison ferme et un autre à dix jours en flagrant délit (voir notre édition de mardi). Cette condamnation sommaire et scandaleuse est aujourd'huí à l'esprit de tous les gars de l'arsenal, à l'esprit de tous les travailleurs brestois.

Une riposte d'ampleur s'imposait. Elle a eu lieu. Mais malheureusement dans la division syndicale. L'UL-CGT a appelé seule à la grève lundi. Elle a aussi manifesté seule ce jour-là contre la répression. Mardi: deux manifestations. 9 heures, manifestation uni-taire de l'arsenal, mais presque uniquement sur le mot d'ordre : « Respectez nos décrets ». Pour ainsi dire, pas un mot d'ordre contre les condamnations. A 11 heures, l'ULCFDT manifestait contre la répression sous son seul sigle... Les direc-tions syndicales n'avaient pas réussi à se mettre d'accord pour agir ensem-ble! Manifestation CGT, manifestation CFDT: on s'est compté dans le droit fil

d'une guéguerre de supré-matie! Comme s'il s'agissait de cela quand des camarades sont au trou! Dans les rangs, la désapprobation se disait quand le mégaphone annonçait le chiffre avec autosatisfac-

Cette division risque de peser sur l'avenir. Une des premières conditions pour que la lutte de l'arsenal aboutisse, pour aussi que les otages soient libérés, c'est que l'unité se recons-truise rapidement sur des bases saines. Cette question est étroitement liée à celle de la démocratie syndicale : que chacun puisse partici-per aux décisions et n'ait pas l'impression de servir de masse de manœuvre. De nombreux grévistes demandent par exemple que les assemblées générales de l'arse-nal ne soient pas seulement prévues pour enregistrer les

décisions mais aussi pour les préparer et en discuter. La combativité : elle existe. Unité, démocratie, prenons les moyens de la victoire car cette victoire, tout le monde en est conscient, il va falloir l'arracher.

Yannick DAGORN.

4e jour du procès des patriotes corses

Le procès de l'oppression du peuple corse

AUDIENCE de mardi du pro-cès des vingt-etun patriotes corses a été principalement consacrée à une longue déclaration faite au nom de l'ensemble des accusés par l'un d'eux, Ma-thieu Filidori. Celui-ci qui revendiqua son appartenan-ce au FLNC retraça pendant deux heures l'histoire de deux siècles d'oppression française. Mathieu Filidori qui est petit pay-san, membre du Centre départemental des jeunes agriculteurs, père de deux enfants, retraça aussi l'histoire de la résistance à l'oppression française. Une résistan-ce d'où il fit émerger de curieux épisodes et de nombreuses figures telle que celle de Pascal Paoli. A la fin de son évocation, il rendit un vibrant hommage à Edmond Siméoni pour l'action qu'il avait commandée à Aléria.

Cette déclaration faite, un avocat de la partie civile, Maitre Piaggi, défend un propriétaire, ancien colon d'Algérie, venu s'installer en Corse, car l'un des bâti-ments de sa propriété a été plastiqué. Maître Piaggi donc fit une sortie contre la déclaration de Filidori, déniant au FLNC le droit de parler au nom des Cor-ses, affirmant que ceux-ci sont presque parmi les meilleurs patriotes en France et invoquant comme preuve le nombre de « volontaires » corses pour la guerre de 1914-1918. Argument qui fit mouche mais à l'inverse de ce qu'il atten-dait : la profession de foi outrancière de Piaggi lui attira de nombreux et bruyants sarcasmes venus du box des accusés. Elle donna

aussi le signal d'une vive polémique entre Piaggi et l'avocat général d'une part et les avocats de la défense de l'autre. Après la piètre prestation de Piaggi, Maitre Filippi l'apostropha d'un ton plus que rude en ces termes : « Vous êtes mal placé pour parler au nom du peuple corse (Piaggi est Corse), vous avez autrefois défendu Edmond Siméoni, or, aujourd'hui vous êtes le banc de la partie

Un autre avocat enchaina en disant qu'il ne fallait pas s'étonner de ce revirement. « Piaggi n'est-il pas, a-t-il dit, un partisan de

l'OAS quand il est à Paris et un radical de gauche quand il est à Bastia? ».

Pendant tout le reste de l'audience, les avocats répliqueront avec vigueur aux insinuations malveillantes de la partie civile et de l'avocat général. Par exemple, quand ce dernier critiqua le fait que les accusés fassent des déclarations politiques pour justifier leur action, que lui ne veut voir que comme des actes criminels.

Après cette empoignade, le président passera à l'interrogatoire des accusés, convaincus d'avoir participé au plasticage raté de la villa d'un directeur des PTT et à celui, réussi, de la gare de Bastia. Les accusés mis en cause et interrogés refuseront de répondre aux questions du président autre-ment qu'avec des considé-rations politiques, au grand dam de la cour et de l'avocat général. Cet interrogatoire se poursuivra au cours des prochaines audiences.



Chute des effectifs

EPT mille ouvriers à l'arsenal de Brest sans compter les gars qui viennent travailler pour le compte de boites privées (environ 1 500). Les effectifs ne cessent de décroître : l'arsenal a employé il y a quelques années jusqu'à 12 000 personnes. Ceux qui partent en retraite ne sont pas remplacés, ou peu : quatre vingts jeunes seulement rentrent dans les écoles d'apprentissage, sur les mille deux cent qui se présentent au concours !

Les raisons de cette chute considérable des effectifs ? Principalement la baisse des crédits consacrés à l'armement. La flotte française vieillit à grande vitesse, au point qu'elle est en grande partie périmée. Surtout, quand on la compare aux flottes américaines et soviétiques.

Pour les recherches de pointe et les constructions les plus sophistiquées, on peut aussi noter que l'Etat s'adresse de plus en plus à des trusts privés : tel Bréguet, Dassault, Matra ou Thomson.

Etat de siège

N n'avait jamais vu ça à Brest. Deux mille gardes mobiles relevés tous les huit jours locaux de l'arsenal. Comme si Bourges, le ministre de tutelle des arsenaux, choisissait délibérément la provocation. Leur omniprésence, leurs interventions multiples depuis un mois n'ont fait qu'aggraver le climat.

Les gardes mobiles se croient en terrain conquis. La semaine passée, un de leurs camions a grièvement blessé un gamin. Simple incident ? Tout est permis aux convois de gardes mobiles... même les fantaisies meurtrières avec le code de la route, un convoi,

ça grille les feux rouges.

C'est ainsi qu'arrivent les « accidents ». Le gamin, lui, passait au vert ! On a bien sûr essayé de taire ce fait, mais devant l'avalanche de coups de téléphone, de protestations, le Télégramme de Brest que le courage n'étouffe pas d'habitude, s'est senti finalement obligé de passer l'information. Avec tout de même

trois jours de retard !

Les gardes mobiles sont in the en touristes ; les flics maritimes, eux, font partie du paysage. Tous les jours de l'année, ils paradent aux douze portes. Encore s'ils ne faisaient que rouler des mécaniques... Fouilles, contrôles divers, procès verbaux : c'est le quotidien. Surprise pourtant dans leur comportement actuel : autant ils sont coulants avec les grévistes, autant ils font du zèle à certaines portes pour enquiquiner les jaunes et les gradés. A se demander si bientôt ils ne vont pas filer un coup de main au piquet de grève. Pourquoi cette sympathie soudaine? "La trouille, mon beau monsieur! ».

Nouvelle vague de répression dans l'armée

EPUIS le début du mois de mai, pas moins de 23 jeunes appelés ont été punis de peines de prison allant de trențe à soixante jours d'arrêt. Ce qu'on leur reproche? C'est d'avoir signé la pétition qui demande les transports gratuits, une affectation proche du domicile, l'aménagement du régime des permissions, la revalorisation de la solde et les droits démocratiques dans les casernes.

La plupart des appelés sont affectés à des milliers de kilomètres de leur domiile et passent souvent vingtquatre heures dans le train à chaque permission. Bien souvent, la plus grande partie de la solde est mangée par les voyages SNCF. Quant aux droits démocratiques, dans les casernes, connait pas ! C'est « marche ou crève » et « le chef a toujours raison ».

Aussi les gradés qui ont tant de mépris pour les appelés commencent-ils à

paniquer des qu'ils sentent que les soldats se regroupent et relevent la tête. Alors, ils répriment, ils font des exemples. Ainsi, au 4e régiment de hussards de Besançon, cent soixante soldats avaient signé la péti-tion, douze ont été condamnés à des peines de trente à soixante jours d'arrêt. A Lure, cinq appelés sont en prison au 1er régiment d'Artiellerie de Montbeliard. Bien souvent, les soldats punis sont déplacés dans des casernes lointaines dans le but d'empêcher tout mouvement en faveur de leur libération et de les isoler. Ainsi, Frédéric Malvaud a été transféré de Vernon à Clermond-Ferrand et Bruno Joulin a été muté de Sathonay à Stetten en RFA. La hiérarchie militaire compte sur le silence et l'isolement pour étouffer la révolte.

Nous devons soutenir les appelés pour leurs justes revendications et exiger la libération des appelés sous les verrous.

Léon CLADEL

AJACCIO

Conférence de presse du PCML

section corse du A section corse PCML a tenu samedi à Ajaccio sa première conférence de presse. Un camarade a dressé un tableau de l'activité du parti dans l'Ile. La section en tant que telle n'existe que depuis septembre 1978. Il a parlé de l'aide apportée aux paysans corses qui oc-cupaient les terres dans la plaine orientale, avec des militants venus du continent, la participation aux vendanges et le défrichage d'une châtaigneraie. Ces expériences ont contribué au travail d'enquête et à l'analyse du problème corse. Il a rappelé que le parti s'est prononcé clairement sur le fait qu'en tant que nation, le peuple corse a le droit de disposer de luimême, qu'il a droit à l'autodétermination.

Il a expliqué le travail actuel du PCML : coordonner la lutte des travailleurs contre le pouvoir et celle du peuple corse qui a le même ennemi : l'Etat capi-taliste. Le PCML fait partie du collectif de Corti et apporte son soutien aux emprisonnés et à toutes les initiatives pour 1eur libération.

Libération de Jean-Luc, inculpé du 23 mars

PRES Thomas, inculpé du 1er Mai, après Michel Bard accusé du 23 mars, c'est Jean-Luc Fouque-ray, autre accusé du 23 mars qui est libéré. Jean-Luc était condamné à un an de détention sur la foi du sinistre rapport du brigadier Kayser. Au bout de trois mois d'emprisonnement, il a été donc, libéré. Jean-Luc, et son père non plus, dont nous avions édité une lettre, n'oublieront jamais la machination guignolesque qui a fait incarcérer tant de victimes. « Sontils aveugles, ont-ils seulement conscience de l'injustice qu'ils créent, peuvent-ils dormir, manger, vivre sans se poser de problèmes de conscience? »

Le pain noir de Giscard

LECTIONS euro-péennes. Giscard commentant les résultats des élections européennes a minimisé l'importance des abstentions. A propos des petites listes, il a justifié la barre des 5% en déclarant que l'intérêt de la France a n'était pas d'envoyer à l'Assemblée européenne des députés en ordre dispersé ». Pour Giscard, « par rapport aux suffrages, ce sont les petites listes qui ont eu le

pettes ustes qui ont eu le plus de temps de parole». Il a rappelé que la barre des 5% avait été définie par « une loi votée par le Parlement et le Sénat à l'unanimité des voix »

(gauche y compris).

Voità le véritable visage de cette « plus grande
tone démocratique du monde » que serait, d'après Gis-card, l'Europe.

L'énergie

Giscard s'est fait menagant vis-à-vis des pays du tiers monde producteurs de pétrole. nous étions coupés de notre approvisionnement, existence nationale serait en jeu et nous devrions envisager d'autres moyens d'intervention. Vollè qui s'appelle une menace à pei-

Reprenant l'argument de Barre qui parlait d'un impôt payé aux pays produc-teurs, Giscard a dit : « Nous transférons du pouvoir d'a-chat français à l'étranger ». Voilà qui blanchit la responsabilité des taxes de Giscard et des profits des grandes compagnies dans la hausse du prix du pétrole.

Lucidement, il a pris acte du nouveau rapport de force créé par les pays produc-teurs : « Nous ne rétablirons jamais la situation antérieure ». Le pétrole, dont les importations se montaient à quinze milliards de francs en 1973 et attein-dront soixante-dix milliards cette année, restera à l'avenir « un bien rare et cher ». Il faut donc « adap-ter notre vie économique » et limiter nos importations. faudra organiser la croissance différemment et promouvoir une croissance sobre qui ne consommera que « peu de pétrole importé ». Elle fera surtout

Les sacrifices. Tous les sacrifices que veut imposer Giscard sont à mettre sur

rigine nationale ».

appel à de « l'énergie d'o-

le dos de la « facture pé-trolière ». « La croissance sera plus lente qu'avant la énergétique ». « Le prix de l'essence augmentera » et le pouvoir d'achat risque de baisser; d'après Giscard, la « crise énergétique » est seule responsable de l'inflation qu'il évalue à 0,3 % cette année et à 0,7 % l'an prochain et de la « dépression » coupable de faire baisser le pouvoir d'achat. Il n'est envisagé que de « compenser partiellement le manque à gagner ». En clair, il faut se préparer à serrer d'un nouveau cran

Les immigrés

« Il s'agit d'élaborer une politique qui tienne compte des droits des travailleurs immigrés » a dit Giscard après avoir rappelé les tra-ditions d'hospitalité de la France. Il a savamment distingué « les personnes qui sont venues vivre en France » de celles qui « sont venues chercher un emploi temporaire », cela pour masquer sa politique d'expulsions (se reporter à nos articles en page 3 de ce journal).

Les réfugiés du Sud-Est asiatique

A propos des réfugiés, me réel : « Que va être la politique menée par les pays de départ? ». Il a pris un air naïf pour demander si « les pays d'ac-cueil ont besoin d'une aide » alors qu'il est connu depuis lontemps que ces pays sont eux-mêmes aux prises avec de grandes difficultés économiques.

Les SALT

Giscard s'est déclaré fa-vorable à l'esprit de l'accord Salt II mais sceptique quant à son application :
« Nous allons nous assurer qu'il respecte l'équilibre des forces (sans lequel la sécu-rité de l'Europe et de la France serait menacée) et si oui, nous le dirons ». La France ne participera pas aux négociations Salt III a car le développement de la force de dissuasion francaise n'est pas à négocier » Léon CLADEL

40 MILLIONS POUR FIN JUIN

Brétigny-sur-Orge le 24 juin

Soutien à «L'Humanité Rouge»

Le 24 juin se prépare activement.

Ce sera une journée de soutien à notre journal et aussi une journée de rencontre, de détente, où les militants et les amis du journal de la région parisienne sont tous conviés.

Soutien au journal ? C'est lui qui occupera la meilleure place. Les militants qui l'écrivent, le confecnent et l'expédient seront là pour expliquer leur travail, pour écouter les points de vue des lecteurs, pour améliorer les liens du quotidien et du bimensuel avec ceux qui l'utilisent. Un montage-diapos sur la production du journal sera présenté. Mais ce n'est pas tout! Les militants du journal participent pleinement à la journée de souscription, ils ont confectionné des objets, préparé des reliures du bimensuel... et même confectionné des confitures et des fruits au sirop... dont la vente viendra grossir les petites sommes pour les quarante millions

Les militants des Éditions du Centenaire ne seront pas de reste, ils ont préparé les échantillons de livres et de brochures habituels... mais apporteront pour ce jour un peu exceptionnel des soldes, des vieux livres, des objets venus de Chine. Ils ont aussi imprimé des pandas sur des tee-shirts pour les enfants! Ils impri-meront des mouchoirs sur place dimanche, à la demande du client !

Les idées ne manquent pas non plus parmi les comités de parti de banlieues et de Paris. A Commu-ne de Paris de la banlieue Sud-Ouest, on prépare une loterie, des jeux d'adresse. A Manouchian de la ban-lieue Nord-Nord-Ouest, des jeux aussi, de Seine-Saint-Denis, de la linogravure faite sur place, etc. On rivalise aussi côté cuisine : couscous, brochettes, gâteaux, etc. et tout ce qui se prépare en cachette... pour mieux nous surprendre ! On rivalise aussi pour organiser la braderie, mais nous verrons bien sur place!

Place sera faite bien sûr aux discussions et à l'activité militante du Parti dans la région parisienne. Les camarades de la banlieue Sud ont prévu une animation sur les luttes dans la téléphonie et sur les activités politiques aux Ulis. Ceux de la Seine-Saint-Denis évoqueront les luttes sur l'emploi dans leur département. Ceux de Paris indiqueront, par cartes et pan-neaux, les conditions de l'action du Parti dans la capi-

Des organisations étrangères et anti-impérialistes amies seront des nôtres ce jour-là aussi et tiendront

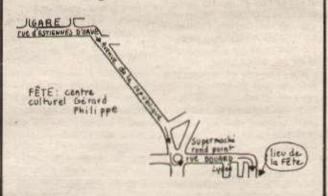
Rappelons enfin le tournoi de football qui commence dès le matin, le cross du matin lui aussi, les boules, le volley-ball... pour les sportifs et même ceux qui le sont moins.

Nos camarades du Théatre du Printemps du Nord seront de la Journée eux aussi et présenteront leur Berzingue, spectacle monté pour les journées de solidarité de Dunkerque, Denain et Fameck. A deux reprises, ils joueront leur pièce et discuteront avec les spectateurs. Nous y reviendrons demain, en ajoutant quelques mots sur le programme culturel. On dansera le soir pour finir !

Les enfants seront de la fête eux aussi, mais un peu à part. La crèche accepte tous les enfants même

les tout-petits. Un mot enfin : un car fera la navette entre la gare de Brétigny-sur-Orge et le Centre culturel, où se tient la Journée.

Plan pour aller à la fête



Journée de soutien l'Humanité rouge

Dimanche.24 juin 1979 au centre culturel de Brétigny

9 H TOURNOI D'AMITIE DE FOOT GRAND REPAS CHAMPETRE ouverture de la FETE :

REPAS - BAL POPULAIRE

ENTREE ET CRECHE GRATUITES achetez notre BON DE SOUTIEN (15F minimum), donnant droit à un repas et la gratuité de tous les speci

Organisée par les comités de parti de la région parisienne du PCML.

Paris: Une fête de quartier organisée par le PCML

ENT - cinquante personnes, dont de nombreux tants du quartier, ont participé à la fête qu'organisaient les militants du centre de Paris le samedi 16 juin. Beaucoup d'entre elles ont ainsi pu apprécier les montages-diapos sur les luttes des habitants du Marais. Elles ont discuté de la question du logement avec les militants marxistes-léninistes, avoir vu également le film « La Ville à prendre ». Un intéressant débat sur les femmes et le droit à l'avortement a eu lieu également dans l'après-midi.

Le PCRML, qui était aussi présent à la fête, avait fait

chaleureux mentionnant les perspectives d'unité des marxistes-léninistes.

En soirée, nous avons assisté à un spectacle mu-sical, avec les groupes Acousnie et Elegie, des jeunes du quartier du Marais et aussi un excellent joueur de cythare. Pour la

souscription, nous avions organisé une tombola et une braderie de livres et de disques. Malgré les prix modiques (« Tout à deux francs » pour des livres allant de la science fiction à l'ouvrage historique), nous avons pu rassembler au total 125 F pour le quotidien.

> Les militants du PCML de Paris-Centre

BOUCHES-DU-RHONE

Mobilisation des «cordons bleus» pour le 21 juin

E 21 juin, notre rencontre ouvrière de soli-darité débutera à 18 h 30 ; autant dire qu'il aura des dizaines de bouches à nourrir. Des camarades se chargent déjà du buffet ; mais pour améliorer le menu, nous ouvrirons un stand de pâtisserie destiné à la souscription. Pour cela, nous faisons appel à nos lecteurs, à nos amis et camarades des Bouches-du-Rhône ; que chacun réalise une tarte, un gâteau, un flan pour jeudi prochain; les portions seront vendues au profit de l'Humanité rouge.

Avec un petit effort, nous apporterons notre contribution au journal... et nous nous régalerons. Cordons bleus des Bouches-du-Rhône, mobilisez-



Conférence de presse du syndicat CFDT-PTT de Seine-Maritime à propos de la lutte à Sotteville-Les-Rouen

Comment l'administration des PTT organise la pagaille

Rouen correspondance.

Un coût

énorme

en matériel

Il y a pour cinq milliards et demi de matériel

au nouveau centre de tri. Une estimation a été faite :

cela représente cent soixan-

te-quinze emplois pendant

six ans, charges sociales

comprises. Aujourd'hui, il y

a quatre cents personnes

environ dans le centre de tri.

Apparemment, cela serait

plus une bonne affaire pour le fabricant que pour l'en-

matériel est déjà démodé et

qu'il risque de n'être utilisé

seulement que deux ou trois

Un matériel

peu viable

deux machines à trier les

bacs sont installées. On n'ar-

rive jamais à faire marcher

A Sotteville-les-Rouen, (où se trouve le nouveau

centre de tri), les stages

d'initiation à ces nouveaux

matériels sont arrêtés depuis

deux jours : défaillance de l'appareillage électronique.

Conditions

de travail

s'est braquée sur la date du

transfert du centre de tri,

les travailleurs du centre ont

Comme l'administration

les deux ensemble.

Au CTA de Nanterre,

Vendredi 15, le syndicat CFDT-PTT de Seine-Maritime organisait une conférence de presse. Objectif : réaffirmer son soutien à la lutte des travailleurs du centre de tri (PTT) aujourd'hui transféré à Sotteville et démonter les ragots et mensonges que l'administration PTT répand dans ses circulaires et dans la presse.

Rappelons que l'administration, après avoir dû concéder une bonne partie des effectifs revendiqués par le personnel en grève s'est livrée à une répression sauvage. Jugeons sur pièces, dans le seul centre de tri : 11 blames, 3 licenciements, une mise à pied et 11 agents devant passer devant le conseil de discipline. De fait, une des plus sauvages attaques depuis 1947.

EMBLEE, les mi litants presents résument les affaires : a Le but n'est pas d'emmerder les gens mais de faire réintégrer les sanctionnés ». Ils expliquent : « Il n'y aurait pas la grève, il y aurait mauvais fonctionnement du courrier » en effet l'administration veut faire retomber la responsabilité de la pagaie actuelle sur le dos des travailleurs du centre de tri. Mais voyons plutot les faits.

La mauvaise organisation

En même temps que les locaux, le procédé de tri a changé. Du tri par ambulants des trains postaux, on est passé au tri par numéro minéralogique de département. A première vue, c'est plus simple mais une petite chose a été oubliée : tous les départements n'ont pas, bien entendu, le même trafic.

Pas, bien entendu, le même trafic.

C'est ainsi que de gros départements à fort trafic tels les Alpes maritimes et la Gironde se retrouvent maintenant fout en haut du casier et nécessitent des efforts plus grands. De toute façon, la perte des anciens réflexes de tri et l'acquisition de nouveau entraine une baisse évidente de la productivité:

le privilège de bosser dans un... chantier ! Ainsi, l'équipe de jour travaille dans un concert de marteaux piqueurs, pistolets de scellement et autres marteaux. Musical ? Peut-être ! Mais certainement dangereux : l'autre jour, un moteur de vingt kilos du portecaissettes en construction est tombé non loin d'un agent.

Le déménagement, c'est aussi le temps perdu chaque soir à distribuer les tâches car les anciennes positions de travail n'existent plus et les nouvelles ne sont pas enciens casiers et grâce aux mécanismes acquis, les agents pouvaient discuter tout en travaillant. Comme disait l'un d'eux : « C'était l'un des rares intérêts de ce travail plutôt monotone ».

Aujourd'hui, de nouveaux casiers incurvés sont installés et empêchent toute discussion!

L'écoulement du trafic

Conséquence de cette carence de l'administration et secondairement de la lutte pour les réintégrations, le centre de tri ne tourne pas rond. Conclusion : la direction envoie environ 40 % du courrier sur d'autres centres de tri (Evreux, St-Lazare, et Montparnasse) ce qui aboutit à environ sept jours pour acheminer les lettres de chèques postaux !

Mais c'est l'histoire du serpent qui se mort la queue. Comme le problème des effectifs se posent à peu près partout, peu à peu le centre de tri d'Evreux s'est retrouvé lui-même en difficulté. Quelques chiffres : un million d'objets en instance au centre de tri, huit jours d'acheminement et plus les colis, une dizaine de jours en plus en moyenne pour les lettres en direction des autres départements.

Le scandale du courrier à deux vitesses

On apprenait le jourmême de la conférence de presse qu'au Havre le receveur avait ordonné de trier ensemble lettres de 1,20 F et courrier à 1 F alors que, justement, les PTT justifient la différence de tarif par une plus grande rapidité!

Le point de la lutte

La CFDT s'est engagée par écrit à discuter de l'organisation du travail si les sanctionnés étaient réintégrés. La direction qui a dû céder sur les effectifs a choisi la répression. A titre de comparaison, au centre de tri de Caen qui avait été occupé pendant trois semaines et où le ministre fut accueilli à coup d'œufs pourris il n'y a pas eu de telles sanctions.

C'est donc bien une politique délibérée. La CFDT appelle à une journée de grève tous les dix jours.

grève tous les dix jours.

La dernière a été suivie à environ 33%. Financièrement, il y a la caisse de grève CFDT et les collectes locales qui ont donné à ce jour trois millions et demi. Des bons de soutien viennent d'être édités. Caen centre de tri en a déjà commandé cinq-cents. Un meeting débat sur la lutte est prévu pour le 26 juin.

Terminons pour dire que si la lutte n'est pas toujours facile pour les travailleurs, pour l'administration les cartouches commencent à diminuer : les grilles d'heures d'auxiliaires commencent à rétrécir, la charge supplémentaire de travail pour les autres centres de tri ne sera pas toujours acceptée et le temps permet de développer la solidarité de classe.

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SYNDICAT CFDT PTT de Seine-Maritime

de Seine-Maritime 21 bis boulevard Gambetta - Rouen Téléphone (35) 70-58-99. Television

Après Goldorak, Albator!

L sera plus humain, moins violent que Goldorak. Il n'a pas cet aspect métallique, froid. Les cheveux au vent, une grande cape, un pantalon déchiré, des bottes de corsaire et une tête de mort sur le thorax, il s'appelle Albator.

On le verra sur Antenne 2 des le mois de janvier 1980. Comme Goldorak, c'est un héros de science-fiction. Gomme Goldorak, c'est aussi un héros individualiste. Il a décidé de quitter la terre. L'aventure se situe en 2976, la terre est devenue une seule nation, mécanisée, où tout est planifié par ordinateur.

Avec son vaisseau spatial, Atlantis, il se portera au secours des malheureux terriens, attaqués par la horde étrange des Sylvidres science-fiction prend en compte de nombreux aspects de la vie sous le capitalisme, comme l'absence de démocratie et la centralisation croissante des décisions, prises sans considération des aspirations du plus grand nombre.

Cela se traduit dans le film par une planète unifiée, uniformisée où tout est planifié électroniquement.

Mais comme Goldorak, Albator apparait comme le héros providentiel qui sauve les terriens apeurés et sans défense.

Cette série est réalisée par la Toei Animation, le Walt Disney japonais. Dans un premier temps, trente-neuf épisodes de vingt-six minutes seront diffusés chaque semaine. A regarder avec les enfants.

Léon CLADEL



Cinema

«Play-time»

(Re) - découvrir Tati

ECONNU grand public, qui l'a souvent boudé, ne pouvant plus tour-car endette, Jacques Tati est un des très rares cinéastes français à avoir créé, loin des caleconnades à la De Funès, un comique de réalité, à la fois héritier des burlesques US (Buster Keaton surtout), attaché un peu comme Chaplin à la satire de mœurs et de société, et fidèle à la poésie populai-re du cinéma français d'avant-guerre.

Play-Time est une œuvre dominée par la critique du « modernisme » capitaliste (les gratte-ciel, la bagnole, la télé, les gadgets, l'esprit « cadre », le style de vie américain...) parfois virulente, souvent prophétique. (Mon oncle dénonçait des 1958 la « rénovation » immobilière), mais aussi, toujours, passéiste. De plus, son style comique se limite parfois à la science du gag soigné, mais un peu gratuit, notamment au travers du personnage de Hulot. Cependant, Tati mérite d'être connu de tous ceux qui pensent que le rire doit (aussi) faire réfléchir.

.

F. L.

Une soixantaine d'instituteurs refusent les inspections

N Seine-et-Marne, une soixantaine d'instituteurs se sont engagés publiquement à refuser l'inspection et ce, à l'initiative de l'École émancipée (tendance de la FEN), Le SGEN aca-démique et l'ICEM 77 (mouvement Freinet) se sont associés à cette action qui a pour but de faire supprimer la notation et de transformer « l'inspection-sanction » en assistance pédagogique: formation professionnelle continue digne de ce nom entre au-

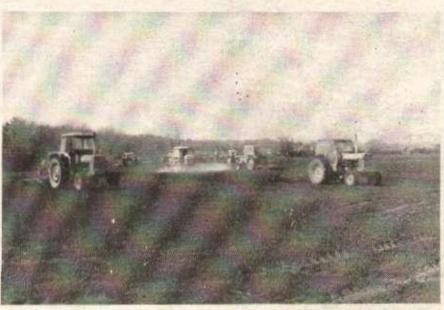
La riposte de l'inspection académique ne s'est pas faite attendre puisque vingt-sept des signataires ont eu la visite de leur inspecteur et ont effectivement refusé de se laisser ins-

Depuis les sanctions pleuvent : les notes sont baissées (2 à 7 points), la plupart d'entre eux ont 1/30e de leur salaire retenu en vertu de la loi du service fait. Certains ayant eu la « visite » de l'inspecteur quatre fois de suite, ce sont 4/30e qui sont ainsi rete-

Onze instituteurs ont eu un avertissement et neuf un blame et enfin, le plus grave, deux des signataires sont menacés de radiation de l'Education nationale avec suspension sans traitement jusqu'à la commission paritaire qui doit décider de leur exclusion.

Face à cette répression, il est urgent que la solidarité s'organise : quatre cents instituteurs ont déjà signé d'ores et déjà une pétition demandant la levée des sanctions. Des sous-sec-tions du SNI ont voté des motions de

Néanmoins, il faut envisager rapi-



Soixante-dix paysans ont amené leurs tracteurs pour participer à l'opération anti-cumul contre Herry, à la ferme de Kerboyer, dans le canton de Brest.

dement d'autres formes de soutien car on peut douter que l'administration cede grace à une pétition. L'Ecole émancipée propose aujourd'hui une grève reconductible et voudrait organiser des actions spectaculaires pour obliger les médias à parler des refus d'inspection et ceci avant les grandes vacances, car il est sur que l'inspection académique compte sur ces deux mois et demi pour mettre un point final au mouvement et faire passer les

Opération anti-cumul près de Brest

nombreux agriculteurs de l'arrondissement de Brest se sont rassemblés une nouvelle fois, dimanche 13 mai, à partir de 14 heures « Kerboyer » en Lambézellec, dans le canton de Brest, avec environ soixantedix tracteurs pour labourer et ensemencer de mais les onze hectares de Jean-Claude Herry. Il fut procédé tout au long de l'opération à une distribution de tracts aux automobilistes de

Les paysans entendent ainsi souli-gner la lutte menée depuis deux ans contre Herry. Nous voulons empêcher celui-ci d'ajouter aux quatre vingt-onze hectares qu'il travaille les onze hecta-res de « Kerboyer ». En effet, la famille Herry de Gouesnou exploite quatre vingt-onze hectares dans trois communes différentes de la région de Brest. La ferme est mise en valeur par le fils Jean-Claude car le pere et le second fils se consacrent à leur activité de marchands de bestiaux. La moyenne des exploitations dans l'arrondissement se situe autour de quinze hec-

Cette action fut faite à l'appel de la FDSEA et du CDJA désirant montrer que :

La priorité doit être donnée aux petits paysans qui ont besoin de terre pour vivre, pour permettre l'installation du maximum de jeunes qui eux, n'ont pas toujours la possibilité de s'installer sur les terres de leurs pa-

BLOC-NOTES

Dans le prochain bimensuel

Un dossier sur l'énergie

Le bimensuel No 57 qui sort le 26 juin comprend un dossier complet : L'Énergie en question. Bien argumenté, dans l'actualité, ce dossier passionnant pourra être diffusé pen-dant plusieurs mois. Passez vos commandes à l'administration du journal pour vos commandes supplémentaires.

FIVES-LILLE

« A l'endroit, nous le remettrons ce monde à l'envers ».

La troupe du Théâtre du Printemps présentera sa pièce le 22 juin à 20 ts 30 salie de la Marbrerie à Fives-Lille.

OPERA REVOLUTIONNAIRE COREEN: « LA JEUNE BOUOUETIERE »

Par la troupe artistique Mansoudaï de Pyong-Yang (République populaire et démocratique de Corée). Au théâtre des Champs-Élysées. 15, avenue Montaigne. 75008, Tel : 225 29 64. Les 28-29 juin, 2-3-4-5 juillet à 20 h 30. Le 30 juin à 15 h 30.

SÉLECTION DE CONCERTS ET FESTIVALS (du 23 au 30 juin) :

Djurdjura: 23/6, Marseille: 24/6 (19 h), Hippodrome-Paris: 24/6, Trappes. Imago: 23/6, Sezanne: 24/6, Clarrecy: 28/6, Marthon. Léo Ferré: 25/6, Grenoble: 27/6, Annecy: 29/6, Aix-en-Provence.

Djamel Allam: 23/6, Roubaix: 24/6, Grigny, Jean-Louis Mahjun: 24/6 Quimper, Gwendal: 23/6 L'Ha 24/6 Quimper, Gwendal: 23/6 L'Hay-les-Roses: 24/6, Amboise. Claire: 24/6, Clamecy. Gilles Servat: 23/6, Gisors. Catherine Ribeiro: 24/6, Nancy. Michèle Bernard: 24/6, Montélimard: 26/6; Valence. Machin: 23/6, Seint-Chamond: 24/6, Lons-le-Saunier; 30/6, Niort. Font et Val.: 25/6-20/7, Paris (TOH). Fête écologique: [Font et Val. Roger Masson...] 24/6, Beaumont-en-Artois. Festival Musique Action: (Archie Shepp, Sugar blue, Mechin, Gilles Servet. Diesel...) 30/6/7, Col du Donop (Alsace). Festival de la Côte d'Opa-le : (Weather Report, Sun Rá, Count Basie, Oscar Peterson, Le Procédé, J. L. Mahjun, Albert Marcœur...) 23/6-15/8 (Renseignements Office cultural régional : (20) 528 281

QUATRE PAGES SUR LA TÉLÉPHONIE

Les quatre pages centrales du quotidien spécial téléphonie No 1115 ont été tirées à part. Elle sont disponibles pour les camarades. Passez vos commandes à l'administration.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéar, ces auxquel-les nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs réglements le plus vite possible.

L'Humanité Rouge bimensuelle 78 reliée

Dans le cadre d'aide à la souscription, l'administration de l'Humanité rouge a relié tous les bimensuels de l'année 1978. Cette collection de 23 numéros peut vous être fournie pour la somme de 50 F au mi-

Passer des maintenant vos commandes à l'administration en précisant sur vos règlements : « Bimensuels reliés de l'année 1978 ».

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses mili-

Retourner ce bulletin à l'Hurfanité rouge, boite postale 201 - 75926 Paris Cédex 19.

Adresse complète

H. R.

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le PCRml organise une journée de soutien aux sidérurgistes lorrains

L'INITIATIVE du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, la salle des fêtes d'Herserange près de Longwy, a regroupé le 17 juin plus de 200 participants à une journée de soutien aux sidérurgistes de la

Beaucoup d'entre eux étaient venus de la région parisienne et du Nord pour mieux connaître la sidérurgie lorraine et s'informer en direct de la lutte des sidérurgistes de Longwy.

Commencée par une visite de Longwy, puis par un forum sur les luttes de la région, cette journée s'est poursuivie par un meeting. entrecoupé par une projecion de diapositives sur la République populaire de

A ce meeting, ont pris la

parole des travailleurs de Lip, de la Société métallurgique de Normandie, de la Lainière de Roubaix, de Sacilor sans oublier un militant CFDT de Longwy qui a rappelé dans le détail le déroulement d'une lutte qui dure depuis six mois.

Après une intervention centrale du PCRml, la parole a été donnée à des travailleurs de Belgique, de Lu-xembourg et d'Allemagne. Le PCML y avait été éga-lement invité. Nous y avons rappelé brièvement ce qui pour nous était la tâche principale du moment : travailler partout à l'unité à la base et dans l'action, discuter partout fraternellement avec des militants du PCF, travailler, enfin, avec résolution et confiance à l'unification des marxistesléninistes en France dans un seul parti.

gentlergier -MARSEILLE

Navale, sidérurgie: Rencontre de solidarité ouvrière

Le Parti communiste marxiste-léniniste communique :

Depuis dix mois, les 3 500 licenciés de la navale sont au chômage et à la veille de l'été rien ne se des-sine qui permette d'espérer. 3 500 familles pour qui l'avenir n'est qu'incertitude et difficulté. A La Ciotat, les OP sont occupés à balayer la cour, faute de

Aux ateliers de la Méditerranée à Marseille (ex. groupe Terrin), les ouvriers continuent à occuper les locaux et cherchent à faire entendre leur voix.

Partout, c'est le mur du silence et l'isolement. Pourtant, c'est la même politique qui liquide les entreprises de la sidérurgie dans le Nord et qui jette à la rue ceux de la navale. Face à cela notre parti a pris diverses initiatives pour développer la solidarité entre les victimes des licenciements du nord et du sud de la France.

Dans notre département, nos militants ont proposé aux travailleurs une motion de solidarité à ceux de la navale et de la sidérurgie, qui a recueilli des cen-

taines de signatures dans les entreprises : Titan Coder, CNC, Pechiney, Naphtachimie, cheminots, EDF, PTT, sécurité sociale, Nestlé, aviation civile, etc. Ces motions ont été remises aux représentants

syndicaux de la navale et aux syndicalistes lorrains. Pour renforcer ce courant de solidarité et d'unité, le PCML organise le jeudi 21 juin à partir de 18 h 30 une rencontre ouvrière de solidarité au chalet de l'Er-

mitage (RN la Viste 15e).

Des sidérurgistes de Lorraine, des travailleurs des chantiers navals de Normandie et des Bouches-du-Rhône, des ouvriers de Solmer ont annoncé leur par-

Le groupe Octobre assurera l'animation culturelle de cette soirée.

Vers 19 heures, un forum se tiendra sur la lutte contre les licenciements et à 20 h 30, un meeting donnera la parole aux délégations ouvrières présen-

Buffet, buvette, stand de presse et de livres sur place.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson Front ouvrier : Gilles Carpentier - International Annie Brunel L'Humanité rouge - Pour toute correspondance B.P. 201 - 78926 Paris codex 19 CCP: 30 226-72 D La Source

Directeor de publication : Andre Druësne Commission paritaire No 57,952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouveile Dopó* lógal 2eme trimestre 1979

Entreprise .

Tel: 205-51-10

Licencié «volontaire» chez Marrel - Rive-de-Gier

«La direction a profité



A la fête du PCML, les travailleurs de Marrel sont venus expliquer les difficultés de la lutte contre les licenciements qu'ils mènent depuis deux ans.

de la situation

Nous avons publié à plusieurs reprises des témoignages sur le déroulement de la lutte à Marrel frères, situé à Rive-de-Gier. Cette entreprise, qui appartient depuis un peu plus de deux ans au groupe Creusot-Loire, lutte depuis le rachat contre la décision de Creusot-Loire de licencier 728 travailleurs.

Le 25 juin prochain, c'est ce que l'on peut appeler l'« étape finale » et l'inspection du travail va se prononcer sur le licenciement d'une centaine de travailleurs, ceux que la direction estime encore de trop, sur ses effectifs. Pourquoi 120 et pas 728 ? C'est le résultat de la lente hémorragie des départs depuis quelques mois : pré-retraites, départs volontaires, licenciements volontaires...

Notre envoyée spéciale à Rive-de-Gier a rencontré un de ces travailleurs, un des derniers à partir, Il nous explique son choix et ce qui l'a poussé : les manœuvres de la direction et l'usure d'une lutte en ordre dispersé et souvent décidée « d'en haut ».

EST au début que Creusot-Loire a pris Marrel qu'on a comse battre. mencé Les syndicats di-saient « Il va y avoir 728 suppressions d'emplois » et je me suis dit syndicats me suis dit : " on va lutter, on va les empêcher... »Tu parles! On a bien lutté... les deux premières années, on a fait pas mal de trucs, enfin, les syndicats ont décidé pas mal de choses. Mais quel résultat ?

il y a eu pas mal de problè-mes. Il y a beaucoup d'exemples qui m'ont dégoûté: par exemple, la CGT sortait un tract à la sortie de l'usine, ils attaquaient la CFDT, demain, tu avais la CFDT qui répondait par tract, deux jours après, tu avais le PCF, il était

Des luttes décidées d'en haut

Pour en revenir à mon départ, c'est ça qui m'a poussé ces derniers temps : déjà avant, au mois de septembre, on avait dit : « On va attaquer », les délégués avaient dit « Vous allez voir en septembre, ça va être la lutte! » une lutte violente... comment ils avaient appelé ca « virulente » ! Ca allait être le grand chambardement. « Bon, il faut vous attendre à perdre du pognon, huit à quinze heures par mois », ça va, mais à la sortie, tu vois, on les a fait les quinze heures de grève par mois, mais c'était des grèves bidons : on était des vrais moutons ; ils balançaient deux heures de grève, il faut aller à tel endroit...

doit aller occuper la percep-tion à Saint-Chamond ». Mais les gens rigolaient : qu'est-ce que tu vas faire à une perception? Ils nous attendaient les bras ouverts, en plus. Je ne sais pas, je n'étais pas d'accord avec

pas et je ne le saurai jamais finaement. Mais dans l'atelier où j'étais, on était déjà une dizaine de personnes visées. Quand tu travailles dans un atelier, tu sais très bien les gens qui sont dans le collimateur. Et moi dans le collimateur. j'étais copain avec le délégué CGT qui est un gars pas mal, qui sait ce qu'il dit et ce qu'il fait, qui est pas mal virulent. Ça nous a aidés dans l'atelier. C'est pour ça qu'on a fait pas mal de trucs, dans l'atelier électricité. D'ailleurs, lui, il est sur la liste des licenciés avant le 25 juin. Ma décision de partir, fina-

on faisait grève pour se faire

tions ville-morte, département-mort mais pour quel résultat?

L'échec de mai 79

liste des licenciés, je ne le sais

Je ne sais pas si j'étais sur la

Ils ont bien essayé les opéra-

plaisir, c'est tout.

lement, ça s'est vite décidé : ils m'ont mis à 24 heures par semaine et ça m'a fait un sale coup. En plus j'avais change de voiture... Je travaillais trois jours et le reste non indemnisé! C'était suite au conflit de la tôlerie. D'après la direction, c'était de leur faute. C'est pour ça que nous on était à 24 heu-

Tu as des gars qui disaient : « C'est vrai, c'est de leur faute », des gars qui ne comprenaient rien. Suite à ça, on a fait 24 heures, ca a duré quinze jours. Après il y a eu cette histoire d'occupation d'usine, ca a duré deux ou trois jours. Et on a pris une gifle au moment du vote. C'était à prévoir. Peut-être pas au point de vue ouvrier, mais tu as tous les cadres qui ont voté, tous les mensuels, techniciens, tout ça c'est eux qui ont fait pencher la balance. Les syndicats ont dit, c'est c'est la démocratie, finalement, « Bon, on ouvre les grilles ». C'est là que tu as eu 160 personnes qui ont décide de partir, enfin, de se fai-re licencier volontairement.

La carotte de la prime de départ

La direction a profité de la situation de conflit et que certains gars en avaient mar-re. En réalité, elle avait mis le 24 comme date l'imite. Soit le 24 on occupait l'usine, c'était une grève qui allait durer et on essayait de se battre pour de bon, cette fois, ou on reprenait la tête basse, alors là, plus question. C'est fini. D'après le vote, le 19 mai, c'était fini. Et la moitié des gars étaient découragés.

Alors, il y a eu cette carotte, 'appelle ça une carotte, c'est a carotte finalement... Bon, alors les gars qui voulaient être licencies touchaient un million de plus qu'après la date du 24 mai. Alors moi, j'y ai été le 22, je crois, ou le 21, je ne me rappelle plus.

Après le 24, il n'y avait plus de prime, il n'y avait plus rien. A Marrel, on est classés sidérurgie fine, on n'a pas les accords de la sidérurgie comme en Lorraine, Depuis le début de l'année ça a été la carotte, ça a démarré avec le plan social, et ils n'ont pas arrêté de balancer de l'argent pour faire partir les gars. Finalement, ca a bien marché. Le 24 mai, il restait peut-être cent à centvingt-cinq personnes à licencier, à licencier vraiment, avec l'ins-pection du travail et tout.

On aurait pu faire quelque chose

Moi, je pense qu'on aurait pu faire quelque chose chez Marrel, quand tout le monde se battait... Tu avais Longwy, to avais Denain. Les syndicats à mon avis, ils n'ont pas /oulu la bagarre générale, ils n'ont pas voulu faire partir les luttes parce qu'on aurait pu faire quelque chose...

Parce qu'un jour, ils nous ont fait voter pour savoir si on était prêts à faire la grève dans toute la sidérurgie en France. Ils nous ont fait débrayer: c'était un débrayage de quatre ou huit heures, je ne me rappelles plus. Tu te rends compte, pour aller vo-ter, on a perdu huit heures. Le vote était favorable, et puis, on n'en a plus entendu par-ler! C'était fini.

Marrel était l'avorable pour faire la grève illimitée sur le plan de la sidérurgie française remarque, il y avait à peu près cinq cents personnes qui étaient venues voter. Le vote était favorable mais il n'a servi à rien. Enfin, pour une connerie comme ça, c'était huit heures de grève, pas quatre heures.

Alors après, quand tu demandes aux gars d'aller faire quatre heures de grève... il te dit : « Ça ne vas pas non ? ». Surtout qu'il est arrivé un moment où, je te le disais bien, on faisait grève pour se faire plaisir. Il fallait faire quinze heures de grève par mois, que ce soit pour une connerie ou pour une autre, mais il fallait faire quinze heures pour dire : Marrel lutte.

Maintenant, il reste à peu près cent vingt-cinq gars à licencier avant le 25 juin. Et voilà, l'ai pris mon compte. Pour le moment, je regarde un peu le soleil... Je me laisse revenir pendant un mois ou deux. Je vais toucher le chômage mais n'importe comment, je ne vais pas rester comme ça. En étant électricien, je pense que je vals trouver ou en faisant un stage FPA peut-être, poser les télé-phones, ça marche pas mal ici.

Je vais voir, je n'ai pas de pro-jet immédiat. N'importe com-ment, il vaut mieux le prendre de ce côté... parce que Marrel ce n'était plus tenable.



La vallée du Gier : une région traditionnellement industrielle que ruinent les nouvelles orientations du capitalisme